

Province de Liège
BULLETIN PROVINCIAL
Périodique

Sommaire

	<i>Pages</i>
<u>N° 58 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC – MESURES GÉNÉRALES D’ADMINISTRATION INTÉRIEURE</u> <i>Arrêté de police du Gouverneur du 6 octobre 2020 concernant le port du masque, abrogeant celui du 1^{er} octobre 2020.</i>	501
<u>N° 59 PAVOISEMENT DES EDIFICES PUBLICS</u> <i>Erratum de la Circulaire du Gouverneur de la Province du 5 octobre 2020 publiée dans le Bulletin provincial 2020/23, insertion n°56.</i>	509
<u>N° 60 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D’ADMINISTRATION INTÉRIEURE ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE</u>	
<i>Arrondissement de LIÈGE</i> <i>AWANS</i>	510
<i>Arrondissement de HUY-WAREMME</i> <i>BRAIVES</i> <i>OREYE</i>	510
<i>Arrondissement de VERVIERS</i> <i>VERVIERS</i>	512

**N° 58 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 6 octobre 2020 concernant le port du masque, abrogeant celui du 1^{er} octobre 2020.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1^{er}, e) ;

Vu la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 4 et 11 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020, portant le déclenchement de la phase fédérale de crise concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 tel que modifié par les arrêtés ministériels des 24 juillet, 22 août et 25 septembre 2020 et en particulier son article 23 ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente ce nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu les décisions de la réunion du Conseil National de Sécurité du 23 septembre 2020 ;

Vu le rapport du RAG (Risk Assessment Group) du 23 septembre 2020 ;

Vu la réunion de coordination entre le Centre de crise National (NCCN) et l'ensemble des Gouverneurs en date du 25 septembre 2020 ;

Vu la réunion de la cellule de crise provinciale du 28 septembre 2020 ;

Vu l'arrêté de police du 1^{er} octobre 2020 relatif à l'obligation de port du masque dans certains lieux et conditions ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement ; que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

Considérant que la propagation du nouveau coronavirus COVID-19 est particulièrement forte et continue en province de Liège depuis plusieurs semaines, avec une incidence supérieure à 200 cas par 100.000 habitants et un taux de positivité supérieur à 7% ;

Considérant que les analyses reçues de l'AVIQ ne permettent pas d'interventions préventives ciblées sur un territoire donné, un secteur d'activité particulier ou des circonstances spécifiques ;

Considérant l'importance, soulignée par les Bourgmestres, de déterminer des règles claires et harmonisées quant au port du masque sur l'ensemble des communes de la province dans le cadre, notamment, des événements sportifs, ainsi que les marchés, foires et manifestations ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – Toute personne à partir de l'âge de 12 ans est obligée de se couvrir la bouche et le nez avec un masque ou toute autre alternative en tissu ou, lorsque cela n'est pas possible pour des raisons médicales, avec un écran facial dès lors qu'il est impossible de maintenir une distance de 1,5 mètre entre chaque personne, ainsi que dans les lieux et les conditions définis dans le présent arrêté.

Les personnes qui sont dans l'impossibilité de porter un masque, une alternative en tissu ou un écran facial, en raison d'une situation de handicap attestée au moyen d'un certificat médical, ne sont pas tenues par les dispositions du présent arrêté prévoyant cette obligation.

Section 1 : Abords des écoles

Article 2 – Sans préjudice d'une réglementation communale plus restrictive, le port du masque est obligatoire, une heure avant et une heure après les heures d'entrée et de sortie habituelles des écoles, à proximité immédiate de toute entrée d'établissement scolaire maternel, primaire, secondaire, supérieur ou universitaire.

Section 2 : Marchés en plein air

Article 3 – Le port du masque est obligatoire sur les marchés, brocantes, marchés aux puces et fêtes foraines tels que cités à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020.

Section 3 : Files d'attente

Article 4 – Le port du masque est obligatoire dans les files d'attente.

Section 4 : Evénements, activités organisées et manifestations

Article 5 – Le port du masque est obligatoire lors de la tenue d'événements, représentations, activités organisées (en ce compris les mariages civils, enterrements et crémations, l'exercice collectif du culte, l'exercice collectif de l'assistance morale non confessionnelle ainsi que les activités au sein d'une association philosophique non-confessionnelle), et manifestations statiques se déroulant sur la voie publique, tels que visés par l'article 11§3, §4 et §5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2020.

Article 6 – Toute personne qui assiste à un événement sportif (statique ou itinérant), qu'il ait lieu sur la voie publique ou dans une infrastructure, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, doit porter un masque dès son entrée sur le site et durant toute la durée de l'événement. Cette obligation concerne également les participants de l'activité sportive tant qu'ils ne l'exercent pas.

Section 5 : Bâtiments publics

Article 7 – Le port du masque est obligatoire dans les bâtiments publics, pour les parties accessibles au public.

Section 6 : Exécution

Article 8 – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Article 9 – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et produit ses effets jusqu'au 31 octobre 2020 inclus, et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 10 – Les infractions au présent arrêté sont punissables d'une peine de prison de 8 à 14 jours ainsi que d'une amende de 26€ à 200€ ou d'une seule de ces peines. Le maximum de la peine peut éventuellement être doublé si les contrevenants agissent en bandes.

Article 11 – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié sous pli ordinaire et par courriel.

1° Pour disposition :

- a) à l'ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) à l'ensemble des Zones de Police locale de la Province de Liège ;
- c) à Messieurs les Directeurs coordonnateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d) à la Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière ;
- e) à la Ministre de la Culture, du sport, de l'emploi et des medias de la Communauté germanophone ;
- f) à Messieurs les Procureurs du Roi de Liège et Eupen.

2° Pour information :

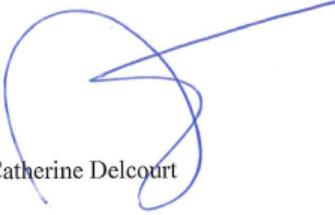
- a) au Premier Ministre ;
- b) à la Ministre fédérale de la Sécurité et de l'Intérieur ;
- c) au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d) au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- f) au Centre de Crise national ;
- g) au Collège provincial de Liège.

Article 12 – Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Section 7 : Dispositions finales et abrogatoires

Article 13 – L'arrêté de police du 1^{er} octobre 2020 relatif à l'obligation de port du masque dans certains lieux et conditions est abrogé avec effet au 6 octobre 2020.

Fait à Liège, le 6 octobre 2020.


Catherine Delcourt



POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten und insbesondere ihres Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, des Artikels 128;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, der Artikel 4 und 11;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2020 zur Auslösung der föderalen Phase hinsichtlich der Koordinierung und des Krisenmanagements in Bezug auf das Coronavirus COVID-19;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, insbesondere Artikel 28;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 30. Juni 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 24. Juli, 22. August und 25. September 2020, insbesondere Artikel 23;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die belgische Bevölkerung darstellt;

Aufgrund der Beschlüsse der Sitzung des Nationalen Sicherheitsrats vom 23. September 2020;

Aufgrund des Berichts der RAG (Gruppe Risikobewertung) vom 23. September 2020;

Aufgrund der Koordinationssitzung des Nationalen Krisenzentrums und aller Gouverneure am 25. September 2020;

Aufgrund der Sitzung des provinziellen Krisenbüros vom 28. September 2020;

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung

Aufgrund des Polizeierlasses vom 1. Oktober 2020 bezüglich der Maskentragepflicht an bestimmten Orten und unter bestimmten Bedingungen;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ersten Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen auf der hierfür am besten geeigneten Ebene ergreifen müssen;

In der Erwägung, dass die sanitäre Lage regelmäßig evaluiert wird; dass dies bedeutet, dass eine Rückkehr zu strengeren oder flexibleren Maßnahmen nicht ausgeschlossen ist;

In der Erwägung, dass die Ausbreitung des neuen Coronavirus COVID-19 besonders stark ist und seit mehreren Wochen in der Provinz Lüttich weiter voranschreitet, mit einem Inzidenzwert von über 200 Fällen pro 100.000 Einwohner und einer Positivitätsrate von über 7%;

In der Erwägung, dass die von der AVIQ erhaltenen Analysen kein gezieltes präventives Interventionsgebiet auf einem bestimmten Gebiet oder in einem spezifischen Tätigkeitsbereich oder spezifischen Umständen ermöglichen;

In der Erwägung, dass es, wie die Bürgermeister betont haben, wichtig ist, klare und harmonisierte Regeln in allen Gemeinden der Provinz bezüglich des Tragens von Masken, insbesondere im Rahmen von Sportveranstaltungen sowie auf Märkten, Jahrmärkten und Kundgebungen festzulegen;

ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

Artikel 1 – Ab dem Alter von 12 Jahren ist jeder verpflichtet, Mund und Nase mit einer Maske oder einer anderen Alternative aus Stoff zu bedecken oder, wenn dies aus medizinischen Gründen nicht möglich ist, mit einem Gesichtsschutzschild, sobald es nicht möglich ist einen Abstand von 1,5 m zwischen den Personen zu wahren sowie an den in vorliegendem Erlass festgelegten Orten und unter den in vorliegendem Erlass festgelegten Umständen.

Wer aufgrund einer durch ein ärztliches Attest bescheinigten Behinderung nicht in der Lage ist, eine Schutzmaske, eine Alternative aus Stoff oder einen Gesichtsschutzschirm zu tragen, braucht die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses, die diese Verpflichtung vorsehen, nicht einzuhalten.

Abschnitt 1: Umgebung von Schulen

Artikel 2 – Unbeschadet einer restriktiveren kommunalen Regelung ist das Tragen einer Maske eine Stunde vor und eine Stunde nach den üblichen Schulbeginn- und Schulschlusszeiten in unmittelbarer Nähe von allen Eingängen zu Kindergärten, Grundschulen, Sekundarschulen, Hochschulen und Universitäten obligatorisch.

Abschnitt 2: Märkte im Freien

Artikel 3 – Das Tragen einer Maske ist obligatorisch auf Märkten, Flohmärkten und Jahrmärkten, wie in Artikel 10 des Ministeriellen Erlasses vom 30. Juni 2020 aufgeführt.

Abschnitt 3: Warteschlangen

Artikel 4 – In Warteschlangen ist das Tragen einer Maske obligatorisch.

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

Abschnitt 4: Veranstaltungen, organisierte Aktivitäten und Kundgebungen

Artikel 5 – Das Tragen einer Maske ist obligatorisch bei Veranstaltungen, Vorführungen, organisierten Aktivitäten (einschließlich ziviler Eheschließungen, Beerdigungen und Einäscherungen, kollektiver Ausübungen des Kults und kollektiver Ausübungen nichtkonfessionellen moralischen Beistands und Aktivitäten innerhalb einer philosophischen nichtkonfessionellen Vereinigung) und statischen Kundgebungen, die auf öffentlicher Straße stattfinden, wie in Artikel 11 § 3, 4 und 5 des Ministeriellen Erlasses vom 30. Juni 2020 erwähnt.

Artikel 6 – Jeder, der einer Sportveranstaltung, sei es auf öffentlicher Straße oder in einer Infrastruktur sowohl innen als auch im Freien beiwohnt, muss, sobald er das Gelände betritt, und während der gesamten Dauer der Veranstaltung eine Maske tragen. Diese Verpflichtung betrifft auch die Teilnehmer der sportlichen Tätigkeit, wenn sie diese nicht ausüben.

Abschnitt 5: Öffentliche Gebäude

Artikel 7 – In öffentlichen Gebäuden ist das Tragen einer Maske in den für die Öffentlichkeit zugänglichen Bereichen obligatorisch.

Abschnitt 6: Ausführung

Artikel 8 – Die kommunalen Behörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Durchsetzung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 9 – Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und ist bis einschließlich 31. Oktober 2020 wirksam. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

Artikel 10 – Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass werden mit einer Gefängnisstrafe von 8 bis 14 Tagen sowie einer Geldstrafe von 26 € bis 200 € oder einer dieser Strafen geahndet. Die Höchststrafe kann eventuell verdoppelt werden, wenn die Zuwiderhandelnden in Banden handeln.

Artikel 11 – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und durch gewöhnlichen Brief und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:
 - a) alle Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
 - b) alle lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
 - c) die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
 - d) die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit,
 - e) die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
 - f) die Prokuratoren des Königs von Lüttich und von Eupen,
2. zur Information an:
 - a) den Premierminister,
 - b) den föderalen Minister der Sicherheit und des Innern,
 - c) den föderalen Minister der Volksgesundheit,
 - d) den Ministerpräsidenten der Wallonie,

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
 Datenschutz-Grundverordnung

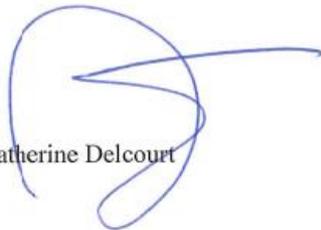
- e) den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- f) das nationale Krisenzentrum,
- g) das Provinzkollegium von Lüttich,

Artikel 12 – Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können binnen 60 Tagen ab Notifizierung des vorliegenden Erlasses durch Antragschrift beim Staatsrat in 1040 Brüssel, Rue de la Science 33 oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be> eingereicht werden, gemäß den am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetzen über den Staatsrat.

Abschnitt 7: Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

Artikel 13 – Der Polizeierlass vom 1. Oktober 2020 bezüglich der Maskentragepflicht an bestimmten Orten und unter bestimmten Bedingungen wird mit Wirkung vom 6. Oktober 2020 aufgehoben.

Lüttich, den 6. Oktober 2020



Catherine Delcourt

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: gouverneur@provincedeliege.be

www.gouverneur.provincedeliege.be
Folgen Sie dem Gouverneur auf



www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645
Datenschutz-Grundverordnung

N° 59 PAVOISEMENT DES EDIFICES PUBLICS

Erratum de la Circulaire du Gouverneur de la Province du 5 octobre 2020 publiée dans le Bulletin provincial 2020/23, insertion n°56.



Liège, le 5 octobre 2020

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres
A Mesdames et Messieurs les Présidents
des Centres Publics d'Aide Sociale
des Communes de la Région de langue
française de la Province de Liège

Pour information :
à Madame la Commissaire d'Arrondissement

Protocole

Place Saint-Lambert, 18A
B - 4000 LIEGE
Tél. : +32 (0)4 232 32 50
Fax : +32 (0)4 232 33 22
www.provincedeliege.be
N° d'entreprise: 0207.725.104

Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,

En exécution des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 juillet 1974 (MB 10/07/74) et l'article 1^{er} de l'arrêté royal de 23 mars 1989 (MB 7/4/89) concernant le pavoisement des édifices publics, modifié par l'arrêté royal du 6 septembre 1993 (MB 9/9/93), modifié par l'arrêté royal du 2 avril 1998, modifié par l'arrêté royal du 3 décembre 2013 modifié par l'arrêté royal du 29 mai 2015 et de l'article 5 du décret du 3 juillet 1991 du Conseil de la Communauté Française, je vous prie de faire arborer sur les édifices publics :

- le 11 novembre : le drapeau National et le drapeau de la Communauté Française, à l'occasion du jour anniversaire de l'Armistice ;
- le 15 novembre : le drapeau National, le drapeau de la Communauté Française et le drapeau Européen, à l'occasion de la Fête du Roi.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur le Bourgmestre, Madame, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Catherine DELCOURT

Gouverneur f.f.

**N° 60 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE ET
ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

*Délibérations des Conseils communaux des Communes des Arrondissements de
Liège, Huy-Waremme et Verviers*

<i>Commune(s)</i>	<i>Section(s)</i>	<i>Objet</i>	<i>Date de délibération</i>
-------------------	-------------------	--------------	---------------------------------

ARRONDISSEMENT DE LIEGE

AWANS		<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de voirie – Rue des Moulins à 4342 Awans, du 5 au 9 octobre 2020.</i>	<i>02/10/2020</i>
--------------	--	--	-------------------

ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

BRAIVES	<i>Ciplot</i>	<i>Arrêté de Police - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux en accotement, raccordement pour le compte de la SWDE, Rue des Demoiselles, 7à Ciplot, du 24 au 28 septembre 2020.</i>	<i>17/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux en demi-chaussée N64, entre le 21 et le 25 septembre 2020.</i>	<i>22/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement d’eau pour le compte de la SWDE, Rue Saint-Pierre 8A à 4260 Braives, du 28 au 30 septembre 2020.</i>	<i>22/09/2020</i>
OREYE		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de réparation d’un sentier d’habitation, Rue Gérard Marie, 13, le 24 juin 2020.</i>	<i>24/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux d’évacuation des terres des bassins de décantation, interdisant la circulation Rue de la Hodeige, une partie de la Rue du Village et Chemin de Grandville, du 22 juin au 10 juillet 2020.</i>	<i>24/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement au réseau d’eau, Rue des Combattants, 133C, du 2 au 6 juillet 2020</i>	<i>24/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement à l’égout, Rue Louis Maréchal, 139, 139A, 139B, du 6 au 10 juillet 2020.</i>	<i>24/09/2020</i>

		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de renouvellement de conduites pour le compte de la SWDE, Rue sur les Thiers, 26, du 26 juin au 3 juillet 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement, Rue St Trond, 10, le 25 juillet 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises afin de réserver les rues au Jeux pendant les vacances scolaires, limitant la vitesse de circulation à 5km/h, Rue des Clerc et Ancienne chaussée romaine.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement au réseau d’eau pour la SWDE, Rue des Combattants 133C, du 24 au 28 juillet 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de construction d’une habitation, Rue de Horpmael, 4A, du 15 juillet au 31 décembre 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de la traditionnelle fête St-Christophe à Bergilers, dans diverses rues du village, du 22 au 28 juillet 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux, remplacement de différents points lumineux publics pour le compte de RESA du 1^{er} août au 31 décembre 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de l’organisation d’un contrôle technique obligatoire par le Service d’Inspection des Pulvérisateurs, sur le parking du football Royal Oreye Union, Rue de la Cité, 22, le 21 septembre 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de raccordement d’égout par les ouvriers communaux, Rue de la Centenaire, du 26 au 27 août 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux pour la réalisation d’une terrasse, Rue de la Centenaire, 31B, le 1^{er} septembre 2020.</i>	24/09/2020
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de rénovation de trottoirs par les ouvriers</i>	24/09/2020

		<i>communaux, Grand'route, 34 et 46, du 1^{er} au 15 septembre 2020.</i>	
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l'occasion de travaux d'élagage d'arbre, Ruelle d'Elisabeth, le 9 septembre 2020.</i>	<i>24/09/2020</i>
		<i>Arrêté de Police – Ratification - Mesures de circulation prises à l'occasion du rallye JL DUMONT, dans divers rue du village les 19 et 20 septembre 2020.</i>	<i>24/09/2020</i>

ARRONDISSEMENT DE VERVIERS

VERVIERS		<i>Arrêté du Collège communal – Réglementation de la circulation routière - Création d'un emplacement destiné aux véhicules utilisés par des personnes à mobilité réduite, Rue des Prairies, 15.</i>	<i>28/05/2020</i>
		<i>Arrêté du Collège communal – Réglementation de la circulation routière - Création d'un emplacement destiné aux véhicules utilisés par des personnes à mobilité réduite, Rue de la Cité, 79.</i>	<i>27/08/2020</i>
		<i>Arrêté du Collège communal – Réglementation de la circulation routière - Création d'un emplacement destiné aux véhicules utilisés par des personnes à mobilité réduite, Rue des Hougnes, 112.</i>	<i>03/09/2020</i>
		<i>Arrêté du Collège communal – Réglementation de la circulation routière concernant l'extension des terrasses, Place du Martyr - Déconfinement Covid-19 – prolongation jusqu'au 31 octobre 2020.</i>	<i>10/09/2020</i>